

LOT

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

PREFECTURE DE LA VENDEE

représentée par Monsieur le Préfet de la Vendée

ADRESSE

29 rue Delille

85922 LA ROCHE SUR YON Cedex 9

DATE ET HEURE D'EFFET

1^{er} janvier 2026 - 0h00

ÉCHEANCE ANNUELLE

01.01

FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT

Annuel

DURÉE

6 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties

PRÉAVIS

6 mois

INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

L'indice de référence utilisé est déterminé par le titulaire et paraît au paragraphe 3 de l'acte d'engagement

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE
- FRANCHISE PAR SINISTRE
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES
- LITIGES
- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet aux date et heure indiquées en page une, ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'assureur lors de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue page 1 des présentes dispositions avec possibilité de résiliation annuelle. En effet, le souscripteur et l'assureur ont la possibilité d'y mettre fin à l'échéance annuelle par lettre recommandée en respectant le délai de préavis indiqué page 1 des présentes dispositions. Le délai commence à courir à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DROM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

La garantie est étendue au monde entier pour des voyages effectués par des représentants, élus ou préposés de l'assuré, dans le cadre de voyages d'études ou de jumelage, de stages, de missions commerciales ou participation à des foires, dont la durée n'excède pas trois mois.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

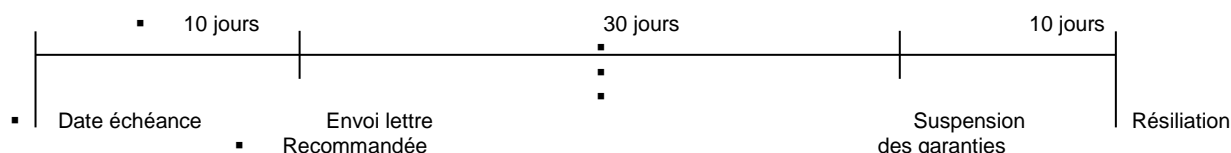
- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation** : La cotisation d'assurance est payable d'avance à l'échéance annuelle indiquée en page 1.
- **Cotisation de révision** : La cotisation de révision est calculée en fonction de la variation des éléments retenus et indiqués aux conditions particulières.
Une cotisation supplémentaire peut être demandée à l'assuré si les éléments de déclarations sont supérieurs à ceux indiqués dans les conditions particulières.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Indexation de la cotisation** :
La cotisation est modifiée au début de chaque période annuelle d'assurance, en tenant compte des éléments suivants :
 - l'évolution du risque constaté par avenant,
 - l'évolution entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance,
 - le cas échéant, les résultats techniques du contrat,
 - le cas échéant, les conditions de réassurance de l'assureur.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :



- Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.
- **Règlements administratifs - Comptabilité publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants des garanties et des franchises évolueront à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Résiliation après sinistre** : Si le contrat prévoit pour l'assureur la faculté de résilier le contrat après sinistre, il doit également reconnaître à l'assuré le droit de résilier tous les autres contrats souscrits auprès du même assureur. La résiliation prend effet un mois à dater de la notification à l'assureur par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « **COTISATION** » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.
- **Après sinistre** :
 - la résiliation de l'assureur prend effet un mois après notification à l'assuré.
 - Pour les collectivités soumises aux règles de la Comptabilité Publique, la résiliation interviendra qu'après le délai de 3 mois à compter de la notification à l'assuré par lettre recommandée

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un véhicule à moteur ou d'un bateau de plaisance** : Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 0 h du jour du transfert de propriété. Il peut être alors résilié par l'assuré et l'assureur 10 jours après notification à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un bien autre qu'un véhicule à moteur ou un bateau de plaisance** : En cas d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge pour lui d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat. Toutefois, il est loisible soit à l'assureur, soit à l'héritier ou à l'acquéreur de résilier le contrat. L'assureur peut résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif des objets assurés a demandé le transfert de la police à son nom. La résiliation prend effet 10 jours à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation.
- **Echéance annuelle** : Se reporter au paragraphe « DUREE DU CONTRAT » des présentes dispositions.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- **Déclaration** : L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur et au plus tard :
 - Dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
 - Dans les 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant la catastrophe naturelle,
 - Au plus tard dans les 5 jours ouvrés pour tout autre sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur.
- **Déclaration tardive** : **La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.**

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES

- L'assuré doit indiquer à l'assureur la date, le lieu, les circonstances du sinistre, sa nature, ses causes et conséquences connues ou présumées, le montant approximatif des dommages,
- L'assuré doit fournir à l'assureur, dans un délai de 30 jours, un état estimatif détaillé des biens endommagés, détruits, volés et sauvés, certifié sincère et signé,
- L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations ou citations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure concernant le sinistre qui lui sont adressés, remis ou signifiés tant personnellement qu'à ses préposés,
- L'assuré doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les objets assurés,
- L'assuré doit communiquer à l'assureur tous les documents nécessaires à l'expertise,
- L'assuré doit indiquer à l'assureur l'endroit où les dommages peuvent être constatés et ne procéder à aucune réparation avant le passage de l'expert.
- **Procédure en cas de vol** : Aviser immédiatement les autorités locales de police, déposer une plainte au Parquet et aviser l'assureur dans les huit jours en cas de récupération des biens.
- **Exagération des pertes** : **L'assuré sera déchu de tout droit à indemnité dans les cas suivants :**
 - Exagération volontaire du montant des dommages,
 - L'assuré prétend détruits ou disparus des biens n'existant pas,
 - Dissimulation des biens assurés,
 - Falsification des justificatifs,
 - Fausses déclarations intentionnelles sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.

EXPERTISE

- **Evaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

- **Tous sinistres autres que catastrophe naturelle** : Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.

AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'avis de sinistre. Les experts devront rédiger un rapport dans un délai de 60 jours fixant l'indemnité provisoire à compter de la réception de l'état définitif des pertes. L'assureur versera alors un acompte prévisionnel de 50 % de cette indemnité dans un délai de 30 jours. Tout dépassement de ces délais entraînera des intérêts de retard calculés par jour calendaire aux taux fixés par la Banque de France.

FRANCHISE PAR SINISTRE

La franchise s'entend par évènement générateur.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

Les statistiques sinistres annuelles seront transmises à l'assuré par l'assureur ou son intermédiaire dans le délai de 6 mois suivant chaque échéance annuelle du contrat.

Elles indiqueront obligatoirement :

- le coût total des sinistres réglés par l'assureur,
- le montant de la franchise,
- le coût des honoraires d'experts,
- le montant des recours exercés par l'assureur auprès de tiers responsables.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

Les définitions du présent chapitre s'appliquent à l'ensemble des garanties du contrat.

ACCIDENT

Tout évènement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou au bien endommagé et constituant la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels.

ACCIDENT CORPOREL

Tout atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'assuré provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

ACTIVITÉS ASSURÉES

Sous réserve des exclusions prévues au présent contrat :
toutes activités et tous services, y compris les services annexes, du fait de leur organisation, fonctionnement, non fonctionnement ou mauvais fonctionnement.

AIDE-BÉNÉVOLE

Personne prêtant bénévolement son concours à l'assuré et ne bénéficiant pas à cette occasion de la législation sur les accidents du travail.

ANNÉE D'ASSURANCE

Période comprise entre deux échéances annuelles consécutives. Si la date d'échéance annuelle ne coïncide pas avec la date anniversaire de la date d'effet du contrat, la première année d'assurance est la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date d'échéance annuelle suivante.

ASSURÉ

Le souscripteur ou toute personne dont il est civilement responsable.

ASSUREUR

L'assureur auprès duquel a été souscrit le présent contrat.

ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT

L'atteinte à l'environnement s'entend comme étant :

- L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- La production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

AVENANT

Document constatant une modification du contrat.

BIENS CONFIÉS

Biens mobiliers appartenant à des tiers, confiés à l'assuré pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature, dans l'enceinte de ses établissements ou en dehors, y compris les biens prêtés à titre gratuit (sauf les biens utilisés pour les besoins personnels de l'assuré, et/ou les biens pris en location et/ou en crédit-bail).

CONVENTION AVEC TRANSFERT DE RESPONSABILITÉ

Conventions signées par l'assuré et comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours au profit de l'Etat, l'Armée, les administrations, les collectivités locales, et les organismes publics ou semi-publics.

DOMMAGE CORPOREL

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne.

DOMMAGE IMMATÉRIEL

Tout préjudice pécuniaire résultant, de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice.

Les dommages immatériels peuvent être :

- **consécutifs** à un dommage corporel ou matériel garanti par le présent contrat ;
- **non consécutifs** à un dommage corporel ou matériel garantis par le présent contrat, c'est-à-dire
 - consécutifs à un dommage corporel ou matériel non garanti par le présent contrat,
 - non consécutifs à un quelconque dommage corporel ou matériel.

DOMMAGE MATÉRIEL

Toute détérioration, destruction ou disparition subie par une chose ou toute atteinte à l'intégrité physique subie par un animal domestique.

ÉCHEANCE ANNUELLE

Date à laquelle l'assuré s'est engagé à régler sa cotisation.

ENZOOTIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales dans une région donnée.

ÉPIDEMIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes dans une région donnée.

ÉPIZOOTIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales sans limitation géographique.

FRAIS DE PRÉVENTION

Frais engagés pour prévenir ou minimiser un dommage.

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré.

INDICE

Valeur de référence destinée à actualiser les garanties, les franchises et la cotisation du contrat.

PANDÉMIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes sur un vaste territoire et qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et/ou par les autorités publiques compétentes du pays où se produit le sinistre.

PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

SINISTRE

Toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'assuré par un tiers pendant la période de validité du contrat, et garantie par le contrat.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

SOUSCRIPTEUR

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice qui a conclu le contrat.

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

En complément des exclusions prévues dans les définitions, ne sont jamais garantis :

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE CIVILE OU ÉTRANGÈRE

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre civile ne sont pas garantis au titre du contrat. Il appartient à l'assureur qui refuse sa garantie d'apporter la preuve que ces événements sont à l'origine du sinistre.

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre étrangère ne sont pas couverts par le contrat. L'assuré doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère.

LE FAIT INTENTIONNEL DE L'ASSURÉ

Sont exclus les pertes et dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré ou avec sa complicité, ainsi que par les mandataires sociaux de l'assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

- En assurance de chose, le caractère de la faute intentionnelle s'apprécie à l'égard de l'assureur qui doit en apporter la preuve.
- En assurance de responsabilité, la notion de faute intentionnelle s'apprécie à l'égard des tiers.

LES AMENDES, ASTREINTES ET PÉNALITÉS DE RETARD

Sont exclus les amendes, astreintes et pénalités de retard qui ne relèvent pas du droit des assurances.

LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.

LES DOMMAGES D'ORIGINE NUCLÉAIRE OU ATOMIQUE

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.

PANDÉMIE, ÉPIDÉMIE, ÉPIZOOTIE, ENZOOTIE

Sont exclus les dommages résultant d'une pandémie, d'une épidémie, d'une épizootie, ou d'une enzootie.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

Le présent contrat a pour objet de garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale ou à titre contractuel, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités et notamment du fait :

- des élus et délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions ou lors du trajet de leur résidence au lieu d'exercice de leurs fonctions et vice et versa,
- des agents, préposés et stagiaires, placés sous l'autorité de l'assuré, dans l'exercice de leurs fonctions,
- de tout civil requis par l'assuré afin de prévenir ou de faire cesser les accidents, incendies, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- des collaborateurs bénévoles,
- des agents et préposés mis à la disposition d'autrui, demeurant sous l'autorité de l'assuré,
- des enfants placés sous la surveillance des agents et préposés de l'assuré (y compris les dommages subis par ces enfants),
- et plus généralement de toutes personnes au service direct ou indirect de l'assuré, participant à un service public communal ou communautaire,
- des biens immobiliers dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage pour les dommages résultant de l'application des articles 1240 et suivants du Code civil. **Sont exclus les travaux dont l'assuré serait responsable au titre des articles 1792, 1792-1 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.**
- des biens mobiliers (y compris les bois et/ou forêts), des animaux (y compris le chenil pour animaux divagants), des embarcations (avec ou sans moteur) qui ne sont pas destinées au transport de plus de 10 personnes, des véhicules ou engins non automoteurs, non soumis à obligation d'assurance responsabilité civile, dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage,
- des installations sportives,
- du fonctionnement, du non fonctionnement ou mauvais fonctionnement des services,
- du domaine public ou privé, dont les réserves foncières et les terrains nus,
- de l'organisation et du déroulement des cérémonies, fêtes, manifestations culturelles, sportives ou récréatives, des feux d'artifice,
- des dommages provenant des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et/ou usées, sans que l'assureur puisse s'exonérer en invoquant leur inadaptation ou un défaut d'entretien,
- de l'effondrement des cavités naturelles.

RESPONSABILITÉ CIVILE EXPLOITATION

Responsabilité pouvant incomber à l'assuré, à l'occasion des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers dans le cadre de l'exercice de ses activités et imputables notamment :

- A l'assuré lui-même et aux personnes dont il est civilement responsable,
- Aux animaux, biens meubles ou immeubles dont il a la garde.

RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

Responsabilité pouvant incomber à l'assuré, à l'occasion des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers du fait :

- D'une faute professionnelle consistant en une erreur, une omission, une négligence commise par l'assuré ou par une personne dont il est civilement responsable,
- De la détérioration, de la perte ou de la destruction de documents et pièces confiés à l'assuré.

RESPONSABILITÉ CIVILE PROPRIÉTAIRE D'IMMEUBLES

La garantie du contrat a pour objet la prise en charge des recours de tiers et des locataires dont l'assuré peut faire l'objet, du fait de sa qualité de propriétaire d'immeubles à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs à des dommages corporels ou matériels garantis dont il se trouverait responsable du fait notamment :

- Des bâtiments assurés ainsi que des ascenseurs, monte-charges sous réserve par l'assuré du respect de la réglementation et autres appareils qui peuvent y être installés,
- Des terrains, parkings, arbres, plantations dont il est propriétaire,
- Des biens mobiliers et des installations intérieures et extérieures affectés à l'usage des bâtiments,
- Des maladies transmises par les vide-ordures.

Exclusions :

- **Les conséquences de maladies transmises par les vide-ordures en cas de non respect des obligations d'entretien en vigueur.**
- **Les dommages provenant d'un défaut permanent et volontaire d'entretien.**
- **Les dommages matériels et immatériels résultant d'incendie, d'explosion ou de l'action des eaux, lorsqu'ils sont consécutifs à des événements prenant naissance dans les locaux dont l'Assuré est propriétaire, locataire ou occupant,** sauf lorsque ces dommages surviennent dans des locaux dont il aurait l'usage ou la jouissance pour une durée n'excédant pas 30 jours consécutifs par an ou à temps partiel pour des usages intermittents.

RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS LIVRAISON ET/OU APRÈS TRAVAUX

Responsabilité pouvant incomber à l'assuré, à l'occasion des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers par les travaux qu'il exécute ou qu'il fait exécuter, par les produits, matériels ou marchandises qu'il livre ou fait livrer, qu'il installe ou fait installer, dès lors que ces dommages sont la conséquence :

- D'une erreur de conception, d'un vice de matière,
 - D'une malfaçon quelconque dans la fabrication, la mise en œuvre, la pose, l'installation, la mise au point, le conditionnement,
 - D'une erreur, une insuffisance ou une absence de prescription,
- Et qu'ils surviennent après livraison ou achèvement des travaux.

DOMMAGES SUBIS PAR LES PRÉPOSÉS – FAUTE INEXCUSABLE ET INTENTIONNELLE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré du fait :

- des maladies ou affections contractées par les préposés, du fait ou à l'occasion du travail, lorsque ces maladies ou affections ne sont pas classées parmi celles donnant lieu à réparation en vertu de la Législation sur les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles.

Cette garantie ne s'applique pas aux conséquences de sinistres causés par une violation délibérée, par l'assuré, des textes en vigueur en matière de législation.

- d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle subi par un préposé et résultant de la faute inexcusable de l'assuré ou d'une personne qu'elle s'est substituée dans ses pouvoirs de direction.

La garantie s'applique au remboursement des sommes dont l'assuré est redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité Sociale et au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L 452-3 du même Code.

L'assureur s'engage à assumer la défense de l'assuré et des personnes qu'il s'est substitué dans ses pouvoirs de direction, dans les actions amiables ou judiciaires, fondées sur les articles L452 -1 et suivants du Code de la Sécurité Sociale, et dirigées contre lui ou ses représentants en vue d'établir leur faute inexcusable.

Cette garantie vaut également pour la défense de l'assuré et des personnes qu'il s'est substitué dans ses pouvoirs de direction, dans le cas de poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

- d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle subi par un préposé de l'assuré et causé par la faute intentionnelle d'un autre préposé.

La garantie s'applique à l'indemnisation du préjudice complémentaire de la victime et à la défense de l'assuré.

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré à la suite de dommages causés aux effets vestimentaires de ses préposés victimes d'un accident donnant lieu à indemnisation au titre de la législation sur les Accidents du Travail ou des dispositions statutaires qui leurs sont propres.

La garantie s'applique au titre de la protection fonctionnelle des agents de la collectivité, à la suite d'agression physique ou d'actes de vandalisme sur leurs biens, à l'occasion de leurs missions et suite aux condamnations civiles prononcées contre eux, lorsque le conflit d'attribution n'a pas été élevé

MALADIES PROFESSIONNELLES NON RECONNUES

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages corporels du personnel de l'assuré à la suite de maladies ou d'affections contractées par le fait ou à l'occasion du travail, dont la première constatation médicale se situe pendant la période de validité du contrat et lorsque les conséquences ne donnent pas lieu à réparation en application de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

DOMMAGES DE POLLUTION ACCIDENTELLE

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers et résultant de l'émission, dispersion, rejet ou dépôt de toutes substances solides, liquides ou gazeuses polluant l'atmosphère, les eaux ou le sol, à condition que ces phénomènes aient eu eux-mêmes une cause accidentelle : rupture soudaine d'une pièce, incendie, explosion, fausse manœuvre, survenant à l'occasion des activités de l'Assuré.

Sont également garantis, les frais de prévention-réduction engagés, **avec l'accord préalable de l'assureur**, pour :

- neutraliser, isoler ou éliminer une menace, réelle et imminente, de dommages garantis par le présent contrat,
- éviter l'aggravation de dommages garantis.

Exclusions :

- Les frais de dépollution des sols, sous-sols, eaux souterraines ou de surface, imposée par des dispositions législatives ou réglementaires postérieures au règlement du sinistre.
- Les dommages qui résultent d'une inobservation des textes légaux ou des textes qui leur seraient substitués et des mesures édictées par les autorités compétentes en application de ces textes dès lors que cette inobservation était connue ou ne pouvait être ignorée par l'assuré avant la réalisation de l'atteinte à l'environnement.
- Les dommages résultant du mauvais état, de l'insuffisance ou de l'entretien défectueux des installations dès lors que ce mauvais état, cette insuffisance ou cet entretien défectueux était connu ou ne pouvait pas être ignoré par l'assuré avant la réalisation de l'atteinte à l'environnement.
- Les frais de remplacement, réparation ou remise en état de tout matériel ou installation dont la défectuosité ou l'inefficacité est à l'origine d'une atteinte à l'environnement ainsi que les frais relatifs à une amélioration ou à une adjonction de matériels ou d'installations.
- Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.
- Les dommages provenant d'installations classées exploitées par l'assuré et visées en France par la loi 76-663 modifiée du 19 juillet 1976 sur la protection de l'environnement, lorsque ces installations sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes.
- Les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie ainsi que toutes amendes y compris celles assimilées à des réparations civiles et toutes autres sanctions pénales.
- Les dommages résultant d'atteinte à l'environnement d'origine non accidentelle.
- Les dommages immatériels qui ne seraient pas la conséquence directe d'un dommage corporel ou matériel garanti par la présente extension de garantie.
- Les dommages imputables aux travaux et prestations réalisés par des bureaux d'études techniques et/ou entreprises spécialisées dans le domaine de la protection de l'environnement ou de la dépollution.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages causées par intoxications ou empoisonnements par l'absorption d'aliments servis à des tiers ou aux préposés de l'assuré :

- Par les restaurants d'entreprise ou les restaurants et cantines gérés par l'assuré,
- Au cours de tous repas servis par l'assuré,
- Au cours de repas, réunions, professionnels ou publicitaires,
- A partir de distributeurs installés dans les locaux de l'assuré et mis à la disposition du personnel.

S'ils ne bénéficient pas de la législation sur les accidents du travail, les préposés de l'Assuré sont considérés comme tiers.

OCCUPATION TEMPORAIRE DES LOCAUX

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en raison de dommages matériels et immatériels consécutifs à des dommages garantis subis par des tiers, y compris les propriétaires, et résultant d'incendie, d'explosion, de phénomènes d'ordre électrique ou de l'action de l'eau prenant naissance dans les bâtiments ou parties de bâtiments dont il n'est ni propriétaire, ni locataire habituel, mais qui ont été mis à sa disposition pour les besoins de ses activités :

- soit à plein temps pour une durée n'excédant pas 30 jours consécutifs par an,
- soit à temps partiel pour des usages intermittents.

BIENS MOBILIERS CONFIÉS

Sont garanties les conséquences financières de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages matériels (vol, disparition, destruction) causés aux biens mobiliers confiés par des tiers à quelque titre que ce soit, pour une durée temporaire :

Exclusions :

- **Les dommages subis par les objets en métaux précieux, les espèces fonds et valeurs, les bijoux, pierreries, perles fines et pierres dures.**
- **Les biens faisant partie intégrante d'une exposition.**
- **Les dommages causés aux véhicules terrestres à moteur, sauf activités d'une fourrière, les appareils ou engins aériens, les embarcations.**
- **Les dommages causés aux biens détenus par l'assuré au titre d'un contrat de location, de dépôt ou de gardiennage.**
- **Les dommages résultant de la vétusté, de l'usure normale ou d'un vice propre de ces biens.**
- **Les dommages pendant le transport, les opérations de chargement et de déchargement.**

RÉFÉRÉ PROVISION

- Les garanties du contrat sont étendues au versement des provisions pouvant être mises à la charge de l'assuré par la juridiction statuant en matière de référé, à la suite d'une réclamation garantie par le contrat. La garantie s'exercera à concurrence des capitaux indiqués dans le tableau des limitations de garanties.
- Lorsqu'un doute subsiste sur l'application des garanties du contrat d'assurance, le versement des provisions est réputé constituer une avance de fonds qui devra être remboursée à l'assureur dès que la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort, et, au plus tard, nonobstant les délais de procédure, au terme de la quatrième année suivant la date du règlement initial effectué par l'assureur.
- Le montant de la franchise du contrat reste applicable à cette avance de fonds.

BIENS DES PRÉPOSÉS

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré du fait des dommages matériels subis par :

- les effets personnels et les effets vestimentaires des préposés de l'assuré victimes d'un accident donnant lieu à indemnisation au titre de la législation sur les accidents du travail.

Exclusions :

- **Les dommages subis par les objets précieux.**
- **Les dommages subis par les objets laissés dans les véhicules.**

VOL COMMIS PAR LES PRÉPOSÉS OU FACILITÉS PAR LEUR NEGLIGENCE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré du fait

- Des vols subis par des tiers et commis par les préposés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions sous réserve qu'une plainte ait été déposée contre eux,
- D'une négligence d'un préposé de l'assuré, dans l'exercice de ses fonctions, ayant facilité ou permis un vol au préjudice d'autrui.

DOMMAGES SUBIS PAR LES REQUIS CIVILS ET COLLABORATEURS BÉNÉVOLES

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré du fait des dommages subis par :

- les civils requis par l'assuré et par les collaborateurs bénévoles prêtant leur concours à l'assuré.

STAGIAIRES, PERSONNES À L'ESSAI, OU CANDIDATS À L'EMBAUCHE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré pour les dommages corporels, lorsque les conséquences ne donnent pas lieu à réparation en application de la législation sur les accidents du travail, subis ou causés par :

- Les personnes effectuant sous son contrôle ou pour son compte, un essai professionnel rémunéré ou non,
- Les stagiaires rémunérés ou non qui effectuent des séjours dans ses différents services,
- Les candidats à l'embauche.

ACCIDENTS DE TRAJETS ENTRE CO-PRÉPOSÉS

Responsabilité civile encourue par l'assuré en raison de dommages corporels que les préposés de l'assuré peuvent se causer entre eux sur le trajet du domicile au lieu de travail et vice-versa, quel que soit le mode de locomotion utilisé, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de commettant et ce en application de l'article L452-1 du Code de la Sécurité Sociale.

RESPONSABILITÉ CIVILE VESTIAIRE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré à l'occasion de vols, détériorations ou disparitions de vêtements ou d'objets personnels déposés dans les vestiaires avec remise d'une contremarque et à la condition que ces derniers soient surveillés.

Exclusions :

- Les vols d'espèces.
- Les bijoux.
- Les objets précieux.

La présente garantie est subordonnée au dépôt d'une plainte par l'assuré en cas de vol.

RESPONSABILITÉS LIÉES AUX TERRAINS

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires encourues par l'assuré en sa qualité de propriétaire de tous terrains, au titre des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers.

RECOURS DE L'ÉTAT EN RÉPARATION DES PRÉJUDICES SUBIS PAR SON PERSONNEL

L'assureur garantit les recours que pourraient exercer l'État et certaines collectivités publiques (en application de l'Ordonnance 59-76 du 7 janvier 1959), en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'État prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police.

RECOURS DE L'ÉTAT EN CAS D'ACTES DE VIOLENCE

L'assureur garantit les recours que l'État pourrait exercer contre l'assuré en application de l'article 92 de la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 en remboursement de dégâts et de dommages résultant de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée.

RESPONSABILITÉ À L'EGARD DES ÉLUS

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages subis par :

- les élus dans l'exercice de leurs fonctions.

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES

Sont garanties les conséquences pécuniaires en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels pouvant incomber à l'assuré du fait de l'engagement de sa responsabilité dans le cadre des compétences qui lui sont transférées au titre de la loi du 13 août 2004.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DE CONVENTIONS PARTICULIÈRES OU CAHIER DES CHARGES

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et dont la charge lui incombe en vertu des obligations qui lui sont imposées aux termes de cahiers des charges émanant d'organismes publics ou semi-publics (ex : LA POSTE, SNCF, EDF/GDF, etc.) ou de conventions passées avec l'État ou avec d'autres Collectivités Territoriales ou Établissements Publics (Collectivités, groupements de Collectivités, Département, Région, etc.) .

Pour toutes autres entités, l'application des garanties reste soumise à l'accord préalable de l'assureur.

Sauf cas de malveillance, l'assureur renonce à exercer tout recours contre les personnes visées ci-dessus à l'égard desquelles l'assuré a consenti engagements et renonciations, y compris contre leurs assureurs.

Sont exclus :

- les conséquences d'engagements ou conventions liées à des aides financières ou à des avances de trésorerie consentie à l'Assuré, à la réalisation d'emprunts qu'il aura contractés, ainsi qu'à la garantie d'emprunts ou à l'allocation d'avances accordées par lui,
- les conséquences d'actes de gestion comptable ou financière, ainsi que des fraudes, escroqueries ou détournements de toute nature commis, au préjudice des contractants, par les Élus ou les Délégués spéciaux,
- les dommages immatériels résultant d'engagements financiers pris par l'Assuré et qui ne seraient pas directement consécutifs à des dommages corporels ou matériels garantis,
- les obligations découlant de conventions ou cahiers des charges qui porteraient sur les services annexes exploités par l'Assuré et non garantis par le présent contrat.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'UTILISATION D'ENGINS ET MATÉRIEL AUTOMOTEUR – RISQUE OUTIL (à l'exclusion des risques de circulation)

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers du fait de l'utilisation d'engins et matériels de chantier, d'entretien, de manutention ou de levage, automoteurs, dont il est propriétaire, locataire ou usager, mais seulement pour leur utilisation comme outil, pour l'exécution des tâches relevant du fonctionnement des services.

Cette garantie s'exercera si et seulement si l'assuré ne peut bénéficier de la même garantie au titre du contrat d'assurance automobile souscrit pour les engins et matériels en cause.

Sont exclus :

- les risques de circulation soumis aux dispositions du Code des assurances relatives à l'assurance obligatoire des véhicules terrestres à moteur (Loi n° 58-208 du 27 février 1958),
- les dommages subis par les objets levés ou déplacés par les matériels ou engins de levage ou de manutention.

RESPONSABILITÉ VÉHICULES RÉQUISITIONNÉS ET/OU MISE EN FOURRIÈRE DE VÉHICULES TERRESTRES

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par tout véhicule réquisitionné pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours, les accidents, incendie, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales ou par tout véhicule mis en fourrière dans les circonstances visées à l'article 25-1 du Code de la Route, étant précisé que :

- que pour l'application de cette garantie, on entend par « assuré », l'assuré ayant souscrit le présent contrat, mais aussi toute personne ayant l'autorisation de l'Assuré, pour la conduite ou la garde du véhicule, ou toute personne dont les services pourraient être requis pour effectuer les opérations de mise en fourrière.
- la garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'Assuré en raison des dommages matériels subis par les véhicules réquisitionnés ou conduits en fourrière.

La présente garantie est réputée comporter des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance automobile obligatoire.

UTILISATION DE VÉHICULE TERRESTRE À MOTEUR POUR LES BESOINS DU SERVICE

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et dans la réalisation desquels est impliqué un véhicule terrestre à moteur, sa remorque et/ou semi-remorque, dont il n'a ni la propriété, ni la garde, qu'il n'a ni emprunté, ni loué et que ses préposés ou élus utilisent pour les besoins du service, de façon régulière ou occasionnelle, étant précisé que **sont exclues** :

- **La responsabilité qui incombe personnellement au préposé ou à l' élu**
- **les dommages subis par le véhicule.**

La présente garantie est réputée comporter des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance Automobile obligatoire.

La garantie est accordée à défaut de garantie du contrat d'assurance du véhicule.

DÉFENSE RECOURS

Au titre de cette garantie, l'assureur s'engage :

- à assumer la défense de l'assuré contre les réclamations formulées par des tiers, relatives aux dommages garantis par ce contrat et à prendre en charge les frais et honoraires nécessités par cette défense dans toute procédure judiciaire ou administrative conformément à l'article L 127-6 du Code des assurances.
- à assumer la défense de l'assuré dans l'hypothèse où le représentant de l'État dans le département déférerait au Tribunal Administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention, en application de l'article 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 (déférés administratifs).
- à exercer un recours, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction compétente, pour la réparation des dommages corporels, matériels et immatériels, occasionnés à toutes personnes ayant la qualité d'assuré et/ou aux biens de toutes natures dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage et dont la responsabilité incombe à un tiers identifié, y compris les dommages occasionnés par un choc de véhicule terrestre à moteur.

L'assureur supporte, à concurrence des montants indiqués, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution des jugements.